



Déclaration FSU CAPA de titularisation des professeurs agrégés – 4 juillet 2025

Alors oui, cette fin de saison est bien triste du côté du Ministère de l'Éducation Nationale : l'Inspection Générale confirme ce que les enseignant.es avaient dit dès le départ, à savoir que les groupes de niveaux ne fonctionnent pas et qu'ils sont même synonymes de souffrance pour les élèves. Bercy règle ses comptes avec la Rue de Grenelle et entend fermer la porte aux quelques avancées salariales esquissées avec la réduction des durées de certains échelons, mais surtout la déconnexion entre l'évaluation et l'avancement en classe normale, mesures favorables aux débuts de carrière. Quant aux candidat.es aux concours de l'enseignement, ils et elles ne répondent plus à l'appel, leur nombre a encore diminué de 4% par rapport aux sessions de 2024. Et que dire des personnels, qui regardent toujours plus dépités le spectacle médiatique des annonces hors-sols de la Ministre Borne ?

Triste saison donc, mais, le beau soleil de l'été nous oblige à l'optimisme. Un des mandats historiques de la FSU est celui du « toutes et tous agrégé.es ». A une époque, il nous a servi à torpiller le corporatisme entretenu par l'institution entre la salle des agrégés et celles des certifiés. La profession a été suffisamment intelligente pour faire tomber ce mur sans attendre la réalisation de cette revendication par le ministère et heureusement. Mais ce mandat reprend aujourd'hui une actualité aux belles couleurs. Imaginons.

Tous et toutes agrégé.es serait d'abord un début de réponse au déclassement salarial que subissent les personnels en raison du décrochage du point d'indice face à l'inflation. Alors oui, la mesure coûterait cher mais elle serait une goutte d'eau face aux sommes mises en jeu pour la nouvelle course aux armements (les 413 milliards de la Loi de Programmation Militaire 2024-2030) ou en regard des cadeaux fiscaux consentis aux ultrariches et aux champions du CAC 40 depuis 2017 (207 milliards selon ATTAC).

Aligner par le haut tous les corps enseignants et assimilés serait aussi un moyen de prendre enfin au sérieux la crise de recrutement que nous traversons, qui n'a rien de conjoncturelle et qui touche tous les pays occidentaux. Certes, il y aura une baisse démographique des élèves, 200 000 collégiens de moins sont attendus d'ici 5 ans mais entre 2019 et 2030, la DARES estime que 30% des enseignant.es partiront en retraite, soit 330 000 : de toute évidence, si gouverner c'est prévoir, il est urgent de redorer nos carrières et de les rendre bien plus attractives qu'elles ne le sont, sinon, gare à la chute ! Le Ministère est bien évidemment tenté par d'autres solutions moins onéreuses dans l'équation budgétaire. Il veut mettre en œuvre un concours à passer avant la licence, suivi de deux ans de formation low cost car en grande partie sur le terrain et dont les contenus théoriques auront l'allure d'un formatage « aux bonnes pratiques ». Ce faisant, il éloignera un peu plus les candidat.es du vivier du CAPES, du CAPEPS et du CAPET de ceux et celles qui se destinent à l'agrégation. Déqualifier les uns, les cantonner à des niveaux de rémunération bas pour les opposer aux autres un peu mieux lotis, il existe sûrement quelques cyniques pour trouver la stratégie habile. Permettra-t-elle de recruter les centaines de milliers de professeur.es attendu.es, rien n'est moins sûr. L'option prise en tout cas est bien celle d'une transformation du métier d'enseignant en un métier d'exécution de pratiques pédagogiques conçues et pilotées d'en haut, voire en un métier de « coach » en développement psychosocial de l'élève. Tous et toutes agrégé.es, c'est faire le pari inverse, celui d'un recrutement des enseignant.es à un haut niveau de maîtrise disciplinaire parmi des étudiant.es familiarisé.es avec la réalité de la recherche dans leur domaine d'expertise. C'est, en somme, être ambitieux pour toute la nation car c'est en transmettant le mieux possible le génie du savoir à la jeunesse que nous pourrions nous préparer aux défis du monde à venir.

Mais, toutes et tous agrégé.es c'est aussi poser à nouveau frais la question de la réduction du temps de travail des enseignant.es. Toutes les enquêtes, celle de la DEPP entre autres, évaluent ce temps de travail réel à au moins 42 heures par semaine et, sur le terrain, tous et toutes les collègues nous disent qu'ils et elles courent de plus en

plus, que les missions se diversifient, que le numérique a alourdi la charge de travail et imposé de nouveaux rythmes sans compter le nombre de copies qui augmentent mécaniquement au fur et à mesure que la taille des classes augmente. Il faut sortir aussi de ce cercle vicieux : les enseignant.es ont besoin de plus de temps pour mettre en œuvre des pédagogies plus exigeantes et pour faire vivre des projets. Une partie de la jeunesse va mal, pas toute, car une grande partie de nos élèves s'épanouit encore à l'école. Etre jeune, c'est bête à dire, mais c'est passer 8 à 10 heures par jour dans un collège ou un lycée, dans une classe c'est-à-dire dans un cadre que des adultes doivent s'ingénier à rendre propice à une socialisation harmonieuse, à l'épanouissement intellectuel et à une émancipation assumée. C'est de la mécanique de précision, de la haute couture, du travail d'orfèvre qui mobilise de l'intelligence humaine, celle de professeur.es et de personnels éducatifs qualifiés, concepteurs de leur métier. N'en déplaisent aux gourous du nouveau scientisme qui se prosternent devant la machine et son intelligence artificielle, l'avenir c'est nous.

Alors, tous et toutes agrégé.es, une utopie qui fait sourire, juste un rayon de soleil en pleine sinistrose ? Non, pas seulement. A la FSU, nous avons la faiblesse de croire que cela pourrait être le bon début pour une politique éducative ambitieuse. Et un bon vaccin pour combattre le défaitisme.